

nicipalités. L'aide accordée à la conservation forestière sera étendue à d'autres entreprises d'importance nationale. Le programme d'éducation de la jeunesse aura plus d'importance en vue d'en accroître l'efficacité. De plus, on augmentera les activités de la Commission du blé, et l'exécution du programme de rétablissement agricole des Prairies se poursuivra avec plus d'intensité. Tout cela est bon; c'est indiscutable. Tout le monde doit reconnaître la sagesse de ces propositions, mais on se demande d'où viendront les fonds. Proviendront-ils d'impôts? Dans ce cas, quels sont ceux qui y seront assujettis, et quel mode d'impôt adoptera-t-on? Devra-t-on emprunter les deniers nécessaires, et alors qui les remboursera? Etant donné le fardeau si écrasant d'impôts qui pèse actuellement sur nous, comment nos enfants réussiront-ils à s'acquitter des lourdes taxes dont nous nous trouverons à les accabler? Va-t-on, afin de se procurer des fonds, recourir au tarif douanier—qui n'est qu'un impôt déguisé? D'après les principes de la finance orthodoxe, voilà les divers moyens que l'on devra employer pour trouver les deniers voulus. Ce seul fait restreint tellement la portée de ces efforts possibles qu'ils deviennent tout à fait insuffisants pour parer à la situation.

Les chefs des deux grands partis sont enclins à promettre presque toutes les choses imaginables; de fait, ils n'hésiteront pas à promettre le soleil, la lune, les étoiles fixes, et même le paradis et l'âge d'or. Mais ils ne se donnent jamais la peine de dire au peuple comment il vont s'y prendre pour acquitter les frais. Les électeurs les portent au pouvoir après les avoir entendu parler de ce qu'ils vont tâcher de faire. Sans vouloir verser dans la critique, je dirai qu'en plusieurs occasions j'ai pris connaissance de certaines déclarations attribuées au chef de l'opposition (M. Manion), dans lesquelles il disait aux gens ce qu'il allait faire. Il procurera du travail à tout le monde, et ainsi de suite. A quoi sert-il de dire aux gens ce que l'on va faire sans leur apprendre d'abord de quelle façon l'on obtiendra les fonds nécessaires?

Ni l'un ni l'autre des chefs qui ont pris la parole hier n'ont su nous dire où ils se procureraient les fonds. Si j'ai bonne mémoire le chef de l'opposition a parlé de la nécessité d'un changement radical, mais il n'a pas dit de quelle façon ce changement devrait se produire. En quoi consiste ce changement radical? Depuis que le très honorable prédécesseur du chef actuel de l'opposition a dit, dans la première des retentissantes allocutions radiophoniques qu'il prononçait en 1935; "l'an-

[M. Blackmore.]

ancien état de choses est disparu; il ne reviendra plus. Vous vivez dans des conditions nouvelles qui vous sont incompréhensibles", les gens se sont demandé ce qu'était le nouvel état de choses. Ils ne le savent pas davantage aujourd'hui.

Une parole du chef de l'un ou de l'autre de ces partis nous serait d'un immense réconfort, car elle ferait naître l'espoir en nous. Le Gouvernement actuel sait-il ce qu'il doit faire? Voilà la première question qui se pose. S'il le sait, manque-t-il de courage?

M. MacNICOL: Il manque de tout.

M. BLACKMORE: Si le Gouvernement sait ce qu'il doit faire, et qu'il ait le courage d'agir, en a-t-il le pouvoir? S'il existe quelque élément qui dirige à sa guise l'activité du peuple souverain de notre pays, s'il existe, dis-je, quelque élément qui empêche le Gouvernement de s'acquitter de la mission que le peuple lui a confiée en le portant au pouvoir, alors il est grandement temps que nous sachions quel est cet élément. Si un tel élément n'existe pas, alors nous avons le droit d'exiger du Gouvernement actuel qu'il prenne les mesures les plus efficaces. En quoi consiste le changement fondamental? Les honorables députés me pardonneront, j'espère, de recourir à une comparaison plutôt triviale. Le Gouvernement essaie, en quelque sorte, d'éteindre une conflagration à l'aide de puissants jets de pétrole. Il ne songe qu'à discuter le débit plus ou moins considérable du jet de pétrole, ou l'opportunité de le diriger au sommet, au bas ou au milieu de l'incendie. Il ergote sur le point de savoir si l'on devrait utiliser trois, quatre ou cinq pompes à incendie. Il ne s'arrête pas à se demander si le pétrole aura pour effet d'éteindre l'incendie.

Qu'est-ce qui avive les flammes de cet incendie? C'est le mécontentement, l'amertume et l'hostilité causés par la misère, par l'indigence et par le ressentiment. Le peuple constate qu'il aurait pu bénéficier de tous ces avantages, mais qu'on l'en prive pour des raisons inexplicables. Il en résulte que l'amertume grandit non seulement chez nous mais dans des pays lointains. Si l'on veut trouver la cause des guerres, c'est là qu'il faut la chercher.

De quoi l'indigence résulte-t-elle? Elle provient de quatre causes. La première, c'est le fardeau des dettes; la deuxième, les impôts; la troisième, notre régime financier défectueux soit dans ses aspects essentiels, soit dans son mode d'application, et la quatrième, c'est notre méthode défectueuse de distribution. Notre régime financier défectueux et notre méthode de distribution sont absolu-